



Assemblée générale

Cinquante-neuvième session

Documents officiels

Distr. générale
28 février 2005
Français
Original: anglais

Cinquième Commission

Compte rendu analytique de la 18^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 1^{er} novembre 2004, à 14 h30

Président : M. MacKay. (Nouvelle-Zélande)
*Président du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaire :* M. Kuznetsov

Sommaire

Point 108 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2004-2005
(suite)

*Renforcement et uniformisation du système de gestion de la sécurité pour
l'ensemble des organismes des Nations Unies*

Point 118 de l'ordre du jour : Rapport du Secrétaire général sur les activités du
Bureau des services de contrôle interne

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

04-58108 (F)



La séance est ouverte à 14 h 45.

Point 108 de l'ordre du jour : Budget-programme de l'exercice biennal 2004-2005 (suite)

Renforcement et uniformisation du système de gestion de la sécurité pour l'ensemble des organismes des Nations Unies
(A/59/365 et Corr. 1, Add.1 et Add.1/Corr.1;
A/59/396 et A/59/539)

1. Le Secrétaire général, présentant son rapport sur le renforcement et l'uniformisation du système de gestion de la sécurité pour l'ensemble des organismes des Nations Unies (A/59/365 et Corr. 1, Add.1 et Add.1/Corr.1) et la note par laquelle il a transmis le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'utilisation et la gestion des crédits ouverts durant l'exercice biennal 2002-2003 pour le renforcement de la sécurité et la sûreté des locaux des Nations Unies (A/59/396), déclare que sa toute première obligation est de protéger son personnel, hommes et femmes talentueux et dévoués qui s'acquittent de missions vitales de développement et de paix dans le monde entier, dans des conditions toujours difficiles et parfois hostiles. Ces hommes et ces femmes, non seulement ont besoin des meilleures conditions possibles de sécurité mais ils les méritent. C'est pourquoi le Secrétaire général se réjouit de pouvoir présenter à la Commission les mesures qu'il propose afin qu'à l'avenir les États Membres et le Secrétariat s'emploient ensemble à s'acquitter de ce devoir fondamental, voire sacré.

2. Dans le domaine de la sécurité, l'Organisation des Nations Unies doit faire face à des risques sans précédent. Autrefois, la plupart des soldats de la paix surveillaient des lignes de cessez-le-feu relativement calmes, alors qu'aujourd'hui, une opération normale se déroule dans une zone de conflit, ou autre zone d'instabilité, et ceux qui la mènent se trouvent souvent aux prises avec une société désintégré et, dans certains cas, avec des acteurs non étatiques qui ne respectent guère, ou pas du tout, les règles de la guerre. En outre, l'ampleur des besoins humanitaires est devenue telle qu'un plus grand nombre de membres du personnel de l'Organisation chargé des secours et du développement sont appelés à se rendre dans des endroits plus isolés et potentiellement plus dangereux.

3. Depuis le drame survenu en août 2003 à Bagdad et après de nombreux autres incidents tragiques,

l'Organisation est forcée de reconnaître qu'elle est devenue la cible de violences politiques et qu'il y a lieu de remettre en cause l'idée qu'elle est protégée par son drapeau et par son statut d'acteur impartial à vocation caritative. Il en va de même, avec les graves conséquences que cela implique, pour le Comité international de la Croix-Rouge, les organisations non gouvernementales et d'autres partenaires traditionnels des Nations Unies.

4. Les conditions ont commencé de se détériorer au début des années 90. Depuis, l'histoire des actions internationales menées par l'Organisation est jalonnée par une longue et cruelle série de meurtres, de viols, de harcèlements et d'enlèvements de membres du personnel tant nationaux qu'internationaux, de Dili à Mogadishu, de Tbilissi à San Salvador. Depuis 1992, 218 membres du personnel civil et plusieurs centaines de soldats de la paix ont perdu la vie en accomplissant leurs fonctions par suite d'actes malveillants; de nombreux autres ont été grièvement blessés ou détenus, ou sont portés disparus. À l'heure actuelle, l'Organisation s'emploie activement à faire libérer immédiatement et sans conditions trois membres du personnel international qui ont été pris comme otages quatre jours plus tôt à Kaboul.

5. Cette nouvelle situation appelle impérativement une réforme de la sécurité. Avec l'aide et le soutien constants de l'Assemblée générale, l'Organisation a pu accroître quelque peu le nombre de fonctionnaires chargés de la gestion de la sécurité et prendre d'autres mesures pour professionnaliser son système de sécurité. En 2000, et à nouveau en 2003, des équipes d'experts indépendants ont évalué le système, et la seconde évaluation avait été mise sous sa forme définitive quelques jours avant l'attentat de Bagdad. Le rapport Ahtisaari sur l'attentat lui-même décrit sans complaisance les faiblesses du système de sécurité de l'Organisation.

6. Toutes les études ont mis en évidence les mêmes lacunes du système de gestion de la sécurité de l'Organisation, essentiellement son manque de cohésion et la grave insuffisance de ses ressources. Et toutes ont abouti à la conclusion que ces problèmes et ces faiblesses, et d'autres encore, ne concernent pas un pays en particulier mais qu'ils sont structurels et ont une incidence sur la façon dont, globalement, l'Organisation mène son action. L'enseignement à tirer de ces analyses exhaustives est clair : avec ou sans Bagdad, le système de sécurité de l'Organisation ne

permet pas de faire face à tous les nouveaux dangers qui menacent aujourd'hui. L'Organisation doit protéger un nombre extrêmement élevé de personnes : 100 000 agents nationaux et internationaux avec 300 000 membres de leur famille et personnes à leur charge, au service du monde entier dans plus de 140 villes sièges et lieux d'affectation hors siège. Les membres du personnel prennent à cœur l'obligation d'aller vers les personnes qui se trouvent dans des zones difficiles et de s'acquitter des mandats qui leur sont confiés par les États Membres. La sécurité n'est ni un privilège ni un luxe, ni une chose à laquelle on pense après coup ou encore un fardeau, mais une condition indispensable à l'accomplissement de ces tâches.

7. Le plan présenté par le Secrétaire général à la Commission vise à remédier à toutes les faiblesses des dispositions actuelles. Toutes les organisations du système des Nations Unies y sont résolument favorables, de même que la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux (FICSA). Et surtout, il permet à l'Organisation de mettre en place le système de sécurité dont elle a besoin pour l'avenir : unifié, professionnel, solide et capable de répondre à toutes les exigences. Le système actuel est éclaté et se compose de services et de bureaux de sécurité disparates, dans les villes sièges et hors siège. La proposition du Secrétaire général vise à remettre en place un système unique et intégré de gestion de la sécurité.

8. La Direction de la sécurité que l'on propose de créer a été conçue pour donner au système de sécurité de l'Organisation des procédures et des liens hiérarchiques clairs, de façon que les responsables soient suffisamment soutenus et puissent s'acquitter de leurs responsabilités. Elle est également conçue de façon que la structure et la dotation en effectifs de l'Organisation lui permettent de réaliser des analyses techniques fiables des menaces et des risques, ce qui est essentiel pour la sécurité, surtout dans des situations instables et en constante évolution. Le Secrétaire général s'est senti encouragé lorsqu'en juin 2003, l'Assemblée générale, dans sa résolution relative aux besoins en matière de sécurité, s'est déclarée consciente qu'il y avait lieu de renforcer les compétences professionnelles dans ce domaine. En outre, la Direction de la sécurité est conçue de manière à assurer un appui suffisant aux opérations sur le terrain. L'Organisation ne peut plus accepter que, dans 33 pays, il n'y ait pas de responsable résident de la

sécurité et que, dans 18 autres, les services des équipes de sécurité en place ne puissent pas assurer la couverture nécessaire. La Direction de la sécurité doit également doter l'Organisation des moyens et des compétences requis pour appliquer les directives, grâce à des procédures d'inspection et à une gestion des ressources humaines strictes et à d'autres mesures. Enfin, elle est conçue de manière à permettre la création d'un noyau solide d'experts de la sécurité. L'Organisation dispose actuellement de nombreux fonctionnaires très compétents. Son objectif est de tirer parti de leurs compétences en leur offrant une formation et un plan d'organisation des carrières, ce qui est dans son intérêt à long terme. Le personnel dans son ensemble devrait également participer à ces formations.

9. La Commission ne devrait pas s'étonner qu'un programme aussi ambitieux ait un prix. Compte tenu des mandats qui lui sont confiés par les États Membres, de la nécessité d'améliorer son infrastructure matérielle et technique et du fait qu'elle doit assurer une formation et un plan d'organisation des carrières, les ressources de l'Organisation restent très nettement insuffisantes, même avec l'aide supplémentaire déjà fournie par l'Assemblée générale. Le Secrétaire général ne demanderait pas mieux que l'Organisation puisse se contenter des ressources dont elle dispose, ou d'une légère augmentation de ces ressources, mais le fait est qu'elle a besoin de ressources supplémentaires. Elle en a besoin maintenant et en aura besoin longtemps. Si on considère le montant total des dépenses de programmes du système des Nations Unies, le montant de 97 millions de dollars est relativement modeste. Ce montant n'est pas à considérer comme un montant isolé des programmes mais comme le coût d'une condition essentielle de ces programmes, puisque sans une sécurité adéquate, l'Organisation ne peut mener efficacement son action de développement et d'aide humanitaire dans une grande partie du monde et dans les nombreux endroits difficiles où elle est présente.

10. L'une des idées essentielles de la proposition est que l'Organisation des Nations Unies devrait mettre fin aux arrangements de partage des coûts, utilisés dans le passé pour le financement des opérations de sécurité sur le terrain. Le partage des coûts donne lieu à lourdeurs administratives et rend le financement des besoins essentiels en matière de sécurité difficile à prévoir puisqu'il est tributaire de budgets

d'institutions, programmes et fonds financés par des contributions volontaires. Bref, le partage des coûts n'est pas indiqué pour ce qui constitue une obligation fondamentale, voire un préalable, pour la conduite des opérations des Nations Unies. La sécurité de tous les membres du personnel est une composante essentielle de toute action menée par l'Organisation et doit, par conséquent, être prévue dans son budget de base.

11. Il est temps que la Commission prenne des décisions résolues. C'est l'avis des fonctionnaires de l'Organisation. Des études exhaustives du système de sécurité de l'Organisation réalisées par des spécialistes de la question ont conduit à la même conclusion. Le système de sécurité doit être corrigé et actualisé. Le Secrétaire général demande instamment aux membres de la Commission de ne pas oublier ce qui est en jeu : dans le monde entier, des gens, y compris un grand nombre de leurs citoyens, appellent l'ONU au secours lorsqu'ils se trouvent dans une situation de crise – au Darfour ou dans d'autres endroits loin des projecteurs des médias – ou lui demandent simplement de les accompagner dans le combat pour la dignité qu'ils mènent chaque jour. Les États Membres aussi demandent à l'Organisation, au moyen des mandats donnés par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et d'autres organes, de se rendre là où des gens souffrent ou sont dans le besoin.

12. Les hommes et les femmes qui servent les Nations Unies entendent ces appels à l'aide et ont à cœur d'y répondre. C'est le métier qu'ils ont choisi. Mais pour être efficaces et accessibles, pour éviter la mentalité de « bunker », pour se rendre sur les lieux afin d'accomplir leurs tâches, ils ont besoin de sécurité. L'Organisation ne peut plus se contenter de structures de sécurité sans coordination ni compter sur une poignée de conseillers en matière de sécurité surchargés de responsabilités qui essaient vaillamment de faire face. Puisque les conditions de sécurité changent, ses méthodes de travail doivent changer aussi.

13. Le Secrétaire général sait gré à la Commission d'avoir compris ce défi et d'avoir soutenu les premières mesures prises par l'Organisation pour le relever. Il lui demande instamment de continuer d'appuyer ce changement, d'aider l'Organisation à élever le niveau de service et de comprendre que la sécurité du personnel doit être la première priorité du Secrétaire général. Il estime que la proposition en question est l'une des plus importantes – sinon la plus

importante – qu'il ait soumises aux États Membres depuis qu'il est Secrétaire général. Il ne doute pas qu'en travaillant main dans la main, les peuples du monde entier tireront largement profit de cet investissement indispensable.

14. **M. Kuznetsov** (Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires), présentant le rapport du Comité consultatif sur le renforcement et l'uniformisation du système de gestion de la sécurité pour l'ensemble des organismes des Nations Unies (A/59/539), indique que le Comité consultatif a procédé à un examen approfondi du rapport du Secrétaire général (A/59/365 et Corr.1, Add.1 et Add.1/Corr.1), dans le but non de réaliser des économies dans un domaine d'une importance vitale, mais de formuler des recommandations et des suggestions en vue de mieux préciser les concepts qui ont été proposés.

15. De l'avis du Comité consultatif, le nouveau système devrait être à dominante opérationnelle, avec un centre allégé au Siège; aussi a-t-il recommandé une réaffectation des avoirs dans certains cas. Si l'Assemblée générale accepte les recommandations, il y aura une lourde tâche à accomplir. C'est pourquoi il faudrait qu'un rapport d'exécution soit établi et soumis à l'Assemblée générale à sa soixantième session. Parmi les mesures recommandées, certaines pourront être suivies, ajustées ou revues en fonction de ce rapport.

16. Des accords avec les pays hôtes, sous forme de documents juridiquement contraignants, doivent être conclus, et actualisés le cas échéant. Bien que l'on propose un système de sécurité unifié, des structures de sécurité isolées continueront d'exister, risquant ainsi de créer des doubles emplois et des confusions qui peuvent être dangereuses. La mise en place d'unités de coordination et de liaison ne suffira peut-être pas : chaque lieu d'affectation doit avoir une équipe intégrée chargée de répondre à ses besoins spécifiques en matière de sécurité. Il doit y avoir une collaboration réelle et des voies hiérarchiques claires, apparaissant dans l'organisation générale de la reddition des comptes et des responsabilités.

17. Le Comité consultatif reste d'avis que le système doit relever de la responsabilité commune et donner à chacun le droit de participer à la prise de décisions. En conséquence, le partage des coûts devrait être maintenu, faute de quoi les économies réalisées iront peut-être financer le maintien ou l'extension de

systèmes de sécurité isolés. Si tous les participants ont le sentiment que leur opinion compte, la plupart, voire la totalité des problèmes pratiques du partage des coûts seront plus facilement résolus.

18. Le Comité consultatif est favorable à la création d'un poste de Secrétaire général adjoint à la tête de la Direction de la sécurité. Le titulaire du poste doit être un expert en matière de sécurité ayant une vaste expérience professionnelle de l'organisation et de la gestion d'un système international de sécurité complexe. Il doit également être parfaitement capable de diriger directement des opérations. Toutefois, le Comité consultatif n'est pas favorable au maintien du poste actuel de Sous-Secrétaire général pour le Coordonnateur pour les questions de sécurité, qui créerait un niveau hiérarchique intermédiaire. S'il s'avère que le Secrétaire général adjoint a besoin d'un adjoint ayant rang de sous-secrétaire général, on peut présenter une proposition dans ce sens dans le rapport d'exécution demandé par le Comité consultatif.

19. Tout en se félicitant de la création d'une équipe de gestion et d'une structure permanente au Siège pour les questions à caractère général telles que la planification et la coordination des politiques, leur application, leur évaluation et le suivi de leur application, ainsi que la formation et la normalisation, le Comité consultatif considère qu'il n'est pas nécessaire de reproduire au sein de la Direction de la sécurité les unités d'appui administratif qui existent à l'échelle du Secrétariat et préférerait la création d'un service administratif chargé de fournir à la Direction de la sécurité l'appui traditionnel. De même, plutôt qu'une division des opérations régionales avec cinq spécialistes, le Comité consultatif préférerait qu'il y ait, au Siège, une structure centrale allégée et des fonctionnaires hors Siège remplissant les fonctions de spécialiste. Ces fonctionnaires seront en mesure de recueillir les informations à la source et seront bien placés pour répondre aux situations d'urgence. En outre, le Comité consultatif encourage vivement une étroite collaboration avec les spécialistes du Département des affaires politiques et du Département des opérations de maintien de la paix.

20. Le Comité consultatif prend note de l'importante augmentation du nombre de postes proposés pour les services de sécurité à New York et dans les autres grands lieux d'affectation et recommande de ne pas nommer le chef de la Division des services de sécurité à New York au niveau D-2, de réexaminer les classes et

les tâches assignées aux autres postes proposés et de faire figurer les résultats de cet examen dans le rapport d'exécution. Il prend note également du montant de quelque 85 millions de dollars de dépenses prévues pour des projets de mise en conformité avec les normes minimales de sécurité opérationnelles au Siège et prie le Secrétaire général de soumettre à l'Assemblée générale un plan détaillé du système d'accès sécurisé, ainsi qu'une justification des coûts afférents. Il n'y aura aucune ouverture de crédits avant l'examen du rapport demandé, mais le Secrétaire général sera autorisé à engager des dépenses d'un montant maximum de 11,2 millions de dollars pour la planification et les travaux initiaux. Par ailleurs, le Comité consultatif n'est pas convaincu que l'importante augmentation des engagements de dépenses autorisés soit justifiée et recommande plutôt qu'à titre de mesure intérimaire, la limite supérieure soit doublée et portée à 1 million de dollars, cette limite pouvant être réexaminée lorsque le Secrétaire général soumettra le rapport d'exécution.

21. Le Comité consultatif est parfaitement conscient de la nécessité de trouver des solutions parfaitement structurées et efficaces étant donné la rapide évolution des conditions de sécurité auxquelles l'Organisation des Nations Unies doit faire face, et il n'a donc pas abordé la question dans le but de recommander des compressions budgétaires ou de réduire les dépenses. Il espère que ses recommandations permettront de mettre à profit les propositions du Secrétaire général et contribueront à la mise en place d'un système de sécurité rationnel et fiable.

22. **M. Nair** (Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne), présentant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'utilisation et la gestion des crédits ouverts durant l'exercice biennal 2002-2003 pour le renforcement de la sécurité et la sûreté des locaux des Nations Unies (A/59/396), indique que le Bureau a fait porter essentiellement son audit sur la mise en œuvre des propositions présentées dans le rapport du Secrétaire général sur le renforcement de la sécurité et de la sûreté des locaux des Nations Unies (A/56/848), dans le but de déterminer si les ressources fournies ont été utilisées aux fins prévues et gérées de façon judicieuse et productive, dans le respect des procédures établies. L'audit a révélé qu'en décembre 2003, 27,3 millions de dollars, soit juste un peu plus de 47 % du montant estimatif des dépenses, avaient été utilisés. Au 31 mai

2004, le montant des dépenses était passé à 48,6 millions de dollars. Les crédits ont été peu utilisés au début car la préparation jusqu'à la dernière étape du principal contrat de construction a exigé un long délai. En ce qui concerne le Siège, des projets dont le coût était estimé à 20,7 millions de dollars semblent devoir coûter plus de 34,5 millions de dollars. Il faut s'attendre à une nouvelle escalade des coûts si le Bureau des services de contrôle interne procède aux modifications du cahier des charges proposées. Les garanties fournies par l'entreprise concernant le principal contrat de construction sont nettement inférieures aux besoins de l'Organisation et aux normes du secteur.

23. Au 31 mai 2004, environ 9,6 millions de dollars (soit 62 %) sur le montant de 15,5 millions de dollars représentant les crédits affectés à l'Office des Nations Unies à Genève étaient inutilisés, essentiellement parce que les projets ont dû être remaniés afin de tenir compte de l'augmentation du niveau de risque auquel l'ONU doit faire face. Le coût global est maintenant estimé à près de 31 millions de dollars. Il faudrait renforcer les capacités de gestion des projets en nommant un directeur de projet. Le comité directeur constitué pour superviser les projets doit être revitalisé. En outre, il conviendrait de procéder à une étude de marché pour s'assurer que le montant total à payer reste compétitif. Le Bureau continuera de suivre l'application des 10 recommandations formulées à l'issue de l'audit, qui ont été acceptées de façon générale par l'administration.

Point 118 de l'ordre du jour : Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne
(A/59/359 et A/59/785)

24. **M. Nair** (Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne), présentant le rapport du Bureau des services de contrôle interne (A/59/359), indique que la section I du rapport présente des statistiques sur l'incidence quantitative des recommandations du Bureau. Au cours des 12 mois précédents, celui-ci a fait 1 515 recommandations, soit environ 40 % de moins que durant la période de 12 mois antérieure. Cette diminution s'explique essentiellement par le fait que seules les recommandations importantes et spécifiques sont formulées dans les rapports d'audit. Aucun changement n'a été apporté à l'étendue des activités de contrôle.

25. En août 2004, plus de 52 % de l'ensemble des recommandations, dont quelque 36 % jugées d'importance capitale pour l'Organisation, avaient été mises en œuvre. Les économies réalisées en 2004 s'élèvent à 26,6 millions de dollars, y compris les sommes recouvrées et les réductions de dépenses réalisées grâce aux recommandations des années antérieures. Les nouvelles recommandations faites au cours de la période considérée pourraient entraîner des économies et des recouvrements totalisant 16,4 millions de dollars. Des précisions sur les recommandations jugées capitales présentées avant juillet 2003 dont l'application n'a pas été menée à bien au 30 juin 2004 sont données dans l'annexe II au rapport.

26. La section II du rapport est centrée sur le dossier des domaines à haut risque définis par le Bureau pour 2004. Ses conclusions résultent des diverses activités menées pour limiter les risques en question. Elle met également en lumière les recommandations dont les incidences pour l'Organisation sont très importantes. Le Bureau continuera de définir les domaines au risque le plus élevé, ce qui peut être fait en collaboration avec les États Membres et d'autres organes de contrôle en vue d'établir un ordre de priorité dans les tâches de contrôle. Deux exemples illustrent cette approche : l'audit horizontal des procédures de sécurité sur le terrain à l'échelle mondiale dans 14 missions de maintien de la paix et 6 missions politiques et missions de consolidation de la paix, et l'audit sur l'utilisation et la gestion des crédits ouverts au titre de l'exercice biennal 2002-2003 pour financer l'application des mesures visant à renforcer la sécurité des locaux de l'ONU.

27. Le Bureau, en partenariat avec les États Membres et les responsables à tous les niveaux, recherche toujours les mesures ayant la plus grande incidence possible pour l'Organisation. Ses activités visent à remédier aux blocages et faiblesses administratifs; en outre, il effectue des évaluations plus générales des programmes, conformément au mandat donné par le Comité du programme et de la coordination.

28. Dans sa note de transmission du rapport, le Secrétaire général prie l'Assemblée générale d'envisager un examen d'ensemble des opérations du Bureau. L'examen mené à l'occasion de la cinquième année du Bureau s'est révélé extrêmement utile et un nouvel examen, à l'occasion de sa dixième année, revêtirait une importance encore plus grande.

Néanmoins, il faudrait prendre toutes les précautions voulues pour garantir l'indépendance de l'examen, qui devrait de préférence être effectué par une entité directement responsable devant un organe intergouvernemental, tel que le Comité des commissaires aux comptes.

29. **M. Park** Yoon-june (République de Corée) félicite le Secrétaire général adjoint et son équipe d'avoir rendu l'Organisation des Nations Unies plus performante, plus efficace et plus responsable. Aucune partie prenante ne peut traiter à la légère les conclusions et les recommandations du Bureau des services de contrôle interne. Le fait que l'application de la moitié seulement de ses recommandations a permis de réaliser des économies de 26,6 millions de dollars donne une idée du profit que l'Organisation tire du travail du Bureau en termes d'améliorations structurelles.

30. L'intensification des opérations de maintien de la paix en 2004 a une incidence pour le Bureau car, de par leur nature, ces opérations sont plus exposées aux irrégularités de gestion et aux malversations. L'Organisation aurait donc intérêt à ce que le Bureau se penche plus attentivement sur les opérations de maintien de la paix. Elle devrait s'employer à resserrer la coopération entre des missions voisines et à encourager celles-ci à mettre en commun plus systématiquement les enseignements tirés de l'expérience. Le Département des opérations de maintien de la paix devrait appliquer intégralement les recommandations du Bureau.

31. En ce qui concerne les allégations de corruption à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, mentionnées au paragraphe 91 du rapport, la délégation de l'intervenant aimerait savoir comment le Bureau compte entretenir un climat propice à la dénonciation des abus, en particulier lorsque des fonctionnaires de rang supérieur sont impliqués. La question de la dénonciation des abus n'est qu'un exemple qui montre combien il est capital de préserver l'indépendance du Bureau. C'est pourquoi la délégation coréenne souscrit aux propositions présentées au paragraphe 129, en particulier à la proposition tendant à déléguer au Bureau le pouvoir de proposer et de gérer ses propres ressources financières et humaines.

32. **M. Nair** (Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne), présentant le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur son audit des

commissions régionales (A/58/785), indique que le rapport porte essentiellement sur les questions de programme essentielles qui sont communes aux commissions régionales et à l'examen de ces questions au sein du Conseil économique et social. Les conclusions du Bureau sont présentées dans la section II du rapport.

33. Le Bureau fait neuf recommandations notamment sur la question de savoir si la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale et la Commission économique pour l'Afrique ont besoin d'une division de statistique distincte.

34. Les observations de toutes les commissions régionales et de leur bureau de New York ont été incluses dans le rapport et le Secrétaire général souscrit à toutes les recommandations du Bureau.

La séance est levée à 15 h 40.